

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE CIC NORD OUEST

Société anonyme au capital de 230 000 000 Euros
Siège social à 59800 LILLE - 33 avenue Le Corbusier
455 502 096 RCS LILLE

Comptes annuels au 31 décembre 2018 approuvés par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 7 mai 2019

I. — Bilan au 31 décembre 2018

Actif en millions d'euros	Notes	2018 31 décembre	2017 31 décembre
Caisse, Banques centrales		45	49
Créances sur les établissements de crédit	2	2 610	2 540
Opérations avec la clientèle	3	20 236	18 800
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			0
Participations et autres titres détenus à long terme	4	22	19
Parts dans les entreprises liées	5	4	4
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles	6	13	13
Immobilisations corporelles	7	184	175
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	8	250	357
Comptes de régularisation	9	240	138
Total de l'actif		23 604	22 095
Hors-bilan	Notes	2018 31 décembre	2017 31 décembre
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissements de crédit			
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit		6 417	5 714
Engagements sur titres			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements reçus		1	0
Passif en millions d'euros	Notes	2018 31 décembre	2017 31 décembre
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	5 125	4 544
Opérations avec la clientèle	11	17 140	16 285
Dettes représentées par un titre	12	33	24
Autres passifs	8	27	34
Comptes de régularisation	9	316	253
Provisions	13	144	143
Dettes subordonnées	14	105	110
Fonds pour risques bancaires généraux	15	34	34
Capitaux propres	15	680	668
- Capital souscrit		230	230
- Primes d'émission		94	94
- Réserves		241	236
- Ecart de réévaluation			
- Provisions réglementées		2	2
- Report à nouveau			0
- Résultat de l'exercice		112,991	105
Total du passif		23 604	22 095
Hors-bilan	Notes	2018 31 décembre	2017 31 décembre
Engagements donnés			
Engagements de financement	18		
Engagements en faveur d'établissements de crédit			0
Engagements en faveur de la clientèle		3 165	2 961
Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		94	131

Engagements d'ordre de la clientèle		2 281	2 125
Engagements sur titres			
Titres acquis avec faculté de reprise			
Autres engagements donnés		1	0

II. — Compte de résultat

en millions d'euros	Notes	Exercice 2018	Exercice 2017
+ Intérêts et produits assimilés	22	455	464
+ Intérêts et charges assimilées	22	-186	-199
+ Revenus des titres à revenu variable	23	1	0
+ Commissions (produits)	24	345	335
+ Commissions (charges)	24	-83	-77
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	25	1	1
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	26	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	27	3	2
+ Autres charges d'exploitation bancaire	27	-5	-5
= Produit Net Bancaire		530	521
+ Charges de personnel	28	-193	-189
+ Autres charges administratives		-122	-124
+ Dotations aux amortissements		-14	-15
= Charges de fonctionnement		-329	-328
= Résultat Brut d'Exploitation		202	193
+ Coût du risque	29	-26	-27
= Résultat d'Exploitation		176	166
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	30	0	-1
= Résultat Courant		176	165
+/- Résultat exceptionnel		-2	-1
+ Impôts sur les bénéfices	31	-62	-59
+/- Dotations/reprises de FRBG			-0
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées			
= Résultat Net		113	105

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale constatant :

- que le bénéfice social de l'exercice s'élève à :	112 990 915,37 euros
- que le report à nouveau s'élève à :	227 889,07 euros
- qu'ils constituent ensemble le bénéfice distribuable de :	113 218 804,44 euros

décide de répartir ce montant ainsi qu'il suit :

- un dividende de 3,81 euros par action :	109 537 500,00 euros
---	----------------------

Ce dividende sera versé le 28 mai 2019.

La totalité de la distribution, soit 109 537 500,00 euros est éligible à l'abattement de 40 % institué par l'article 158-3 2^{ème} à 4^{ème} du Code Général des Impôts.

- en réserves libres	3 400 000,00 euros
- le solde disponible est affecté au report à nouveau pour :	281 304,44 euros

IV. — Annexe aux comptes sociaux**Note 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation**

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règlements ANC 2014-03 relatif au plan général comptable modifié par le règlement ANC 2015-06 et 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Le CIC Nord-Ouest est intégré globalement dans les comptes consolidés du groupe CIC et de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux ;
- des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.

Reclassement d'actifs financiers

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- a) dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- b) lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Traitement des changements de méthode comptable

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est-à-dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1^{er} janvier, corrigeant le bilan d'ouverture.

Crédits

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et celles versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement actuariel est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Au sein de l'ensemble des risques de crédit, on distingue comptablement les encours sains, douteux et douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

Déclassement des créances

Les crédits sont classés en douteux lorsqu'ils sont porteurs d'un risque avéré, c'est-à-dire lorsque les échéances dues sont impayées depuis plus de 3 mois, 6 mois pour l'immobilier et 9 mois pour les collectivités locales ou lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a déchéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire.

Au-delà de la définition réglementaire, peuvent également être classés en douteux, des encours présentant des risques de perte en s'appuyant notamment sur l'analyse financière, économique ou juridique du client ou sur toute autre information conduisant à mettre en cause la solvabilité du tiers.

Lorsqu'un crédit répond aux critères de déclassement, l'ensemble des encours détenus par le client (ou par le groupe auquel il appartient) ainsi que les encours des co-titulaires ou co-emprunteurs sont contaminés, et ceci dans toutes les fédérations ou banques du groupe CM-CIC.

Les crédits sont classés en douteux compromis lorsque les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et lorsqu'un passage à perte doit être envisagé. Ils sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux par un enregistrement comptable spécifique et les intérêts impayés ne sont plus comptabilisés.

Les créances douteuses dont les termes contractuels sont de nouveau respectés et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré sont reclassées dans la catégorie des créances saines. C'est également le cas lorsque la créance douteuse a fait l'objet d'une restructuration avec cependant une période probatoire de douze mois.

Dépréciation des pertes probables avérées

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective résultant d'un événement survenu après la mise en place du prêt ou d'un groupe de prêts, susceptible de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et celle actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

La dépréciation relative au capital est comptabilisée sous la forme de provision dont les dotations et reprises sont comprises dans le coût du risque à l'exception de l'effet de passage du temps lié à la mécanique d'actualisation, qui est constaté en PNB parmi les intérêts reçus. La dépréciation relative aux intérêts des créances douteuses est classée parmi les intérêts reçus.

La provision vient en moins de l'actif pour la dépréciation des prêts et au passif parmi les provisions pour risques pour les engagements de financement et de garantie.

Crédits restructurés

Les crédits douteux restructurés à des conditions hors marché et reclassés en créances saines font l'objet d'une décote comptabilisée immédiatement en charge et réintégrée sur la durée du crédit dans la marge d'intérêt.

Portefeuille de titres

Les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (titres de marché interbancaire, de créances négociables, valeurs mobilières) sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement ; et les actions et autres titres à revenu variable sont répartis en titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille, de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

Titres de transaction

Il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Ils sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur leur durée résiduelle.

À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-

values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée sur leur durée résiduelle. Ces titres font l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Titres de l'activité de portefeuille

Ils proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'intervenir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué (dans le cadre légal défini en 1976), ou de fusion et opérations assimilées. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

Titres donnés en pension livrée

Ils sont maintenus à l'actif du bilan et la dette vis-à-vis du cessionnaire est inscrite au passif. Les principes d'évaluation et de prise en résultat des revenus de ces titres demeurent ceux applicables à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Critères et règles de déclassement

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet au jour du transfert d'une évaluation selon leur portefeuille d'origine.

Opérations sur instruments à terme de taux d'intérêt et de change

Le groupe intervient pour son propre compte sur différents marchés organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux d'intérêt et de devises en application de la stratégie de gestion des risques liés aux positions de taux d'intérêt et de change de ses actifs et passifs.

Opérations sur les marchés organisés et assimilés

Les contrats sur instruments à terme fermes ou conditionnels traités sur les marchés organisés et assimilés sont évalués conformément aux règles fixées par le Comité de la réglementation bancaire. Les contrats sont réévalués en fin d'arrêté suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette réévaluation est porté au compte de résultat.

Opérations sur les marchés de gré à gré

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor,...). Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors bilan, gestion spécialisée).

Les contrats classés dans les portefeuilles de position ouverte sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabilisation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat.

Les contrats inscrits dans les portefeuilles de gestion spécialisée sont évalués en valeur de marché. Les variations de valeur sont portées dans le produit net bancaire après correction pour tenir compte du risque de contrepartie et des frais futurs de gestion.

Les soultes de netting de dérivés de couverture sont étalées sur la durée résiduelle des éléments couverts.

Valorisation des instruments financiers à terme non cotés

Ces instruments sont réévalués à partir de prix observables dans le marché, selon la procédure dite de « flashage ». Cette dernière méthode consiste à relever chaque jour à la même heure les prix offerts et demandés de plusieurs contributeurs via les logiciels de flux de marchés. Un prix unique est retenu pour chaque paramètre de marché utile.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué conformément aux lois de finances pour 1977 et 1978, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction de la valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement pour les immeubles sont de :

- 40-80 ans pour les gros œuvres ;
- 15-30 ans pour les clos et couverts ;
- 10-25 ans pour les équipements ;
- 10 ans pour les agencements et installations.

Pour les immobilisations incorporelles, les droits au bail versés ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation, les droits d'entrée versés au propriétaire sont amortis sur la durée de vie du bail comme un complément de loyer et les autres éléments du fonds commercial sont amortis sur 10 ans (acquisition de portefeuilles de contrats clientèle).

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « produits des autres activités » ou « charges des autres activités ».

Comptes de régularisation

Les frais d'émission d'emprunts émis jusqu'au 31 décembre 1999 sont amortis au cours de l'exercice d'émission et, pour les émissions postérieures à cette date, sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt.

Les primes de remboursement des obligations sont amorties, sur une base linéaire, en fonction de la durée de l'emprunt.

Provisions

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Provisions générales pour risque de crédit (PGRC)

Depuis l'exercice 2000, des provisions générales pour risques de crédit sont constituées pour couvrir des risques nés mais non encore avérés sur les crédits sains et les engagements donnés à la clientèle. Elles sont déterminées :

- pour les activités de crédit autres que les financements spécialisés, par un coût du risque moyen tel qu'il peut être appréhendé dans une perspective à long terme, soit 0,5 % de l'encours clientèle sain ;
- pour l'activité de financements spécialisés ainsi que pour les succursales étrangères, par un coût du risque obtenu à partir de la notation des créances à laquelle est associé un coût moyen de défaillance. Cette méthode permet de tenir compte de la moindre dispersion des risques, de l'importance unitaire des dossiers et donc d'une volatilité plus importante.

Ces provisions générales pour risque de crédit feront l'objet de reprises si les occurrences auxquelles elles sont destinées à faire face se concrétisent.

Depuis l'exercice 2003, elles peuvent comprendre une provision générale au titre des grands risques du groupe.

Contrats d'épargne réglementée

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques) qui associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent pour l'établissement distributeur deux types d'engagements :

- de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions. Celles-ci couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux contrats d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et ceux d'épargne minimum attendus. Ces derniers sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5 % sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
- pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor 3 mois. Le

montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception de celles relatives aux opérations financières qui le sont dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est à dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

Engagements de retraite et assimilés

Les engagements font l'objet d'une provision dont la variation est comptabilisée dans le résultat de l'exercice. Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont les suivantes :

- * un taux d'actualisation déterminé par référence au taux long terme des obligations d'entreprises de première catégorie à la clôture de l'exercice
- * un taux d'augmentation des salaires évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur actualisée de l'engagement et le coût des services rendus de l'exercice, à partir d'hypothèses. Les différences générées par les changements de celles-ci et par les différences entre les hypothèses antérieures et ce qui s'est effectivement produit constituent des écarts actuariels.

Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. La différence entre le rendement réel et celui attendu constitue un écart actuariel.

Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Retraites complémentaires relevant des caisses de retraite

L'accord d'étape AFB en date du 13 septembre 1993 a modifié les régimes de retraite des établissements bancaires. Depuis le 1^{er} janvier 1994, les banques adhèrent aux régimes nationaux Arco et Agirc. Les trois caisses du groupe CIC qui assuraient le paiement des différentes charges prévues dans l'accord d'étape ont fusionné au 1^{er} janvier 2008 afin de mutualiser leurs réserves.

Après fusion, les réserves de l'entité fusionnée couvrent intégralement les engagements, ceux-ci ayant fait l'objet d'une estimation complète en 2008. Afin de se mettre en conformité avec les dispositions de la loi Fillon du 23 août 2003 et de la loi 2008-1330 de Financement de la Sécurité sociale du 17 décembre 2008, la transformation en IGRS de l'entité fusionnée, avec pour corolaire le basculement des réserves et engagements auprès d'un organisme d'assurance, est intervenue en 2009.

Autres avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les futures indemnités de fin de carrière et les compléments de retraite, y compris les régimes spéciaux sont, soit couverts par des contrats d'assurances, soit provisionnés pour la part non couverte par de tels contrats.

Les primes pour indemnités de fin de carrière versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les indemnités de fin de carrière arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur à hauteur de la part couverte par celui-ci.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 62^{ème} anniversaire.

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Depuis 1994, un accord d'entreprise a été conclu créant un régime de retraite complémentaire par capitalisation collective au profit des personnels du groupe et notamment de l'ex-CIC Paris. Ce régime a été étendu aux personnels de l'ex-Union Européenne de CIC à l'occasion de la fusion des deux établissements en 1999.

Autres avantages à long terme

Les salariés reçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté. Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société et évalué selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière.

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - CICE

Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, non imposable, est comptabilisé au crédit d'un sous-compte des charges de personnel.

Implantation dans les États ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L511-45 du Code monétaire et financier et figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 12 février 2010.

Informations sur les postes de bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

Les notes de l'annexe sont présentées en millions d'euros.

Note 2 - Créances sur les établissements de crédit

	31.12.2018		31.12.2017	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	1 597		1 698	
Prêts, valeurs reçues en pension	3	1 010	2	841
Titres reçus en pension livrée				
Créances rattachées		0		0
Créances douteuses				
Dépréciations				
Total	1 600	1 010	1 700	841
Total des créances sur les établissements de crédit		2 610		2 540
dont prêts participatifs		17		18
dont prêts subordonnés				

Note 3 - Créances sur la clientèle

	31.12.2018	31.12.2017
Créances commerciales	52	86
Créances rattachées		
Autres concours		
- Prêts et crédits	19 393	17 957
- Titres reçus en pension livrée		
- Créances rattachées	24	24
Comptes ordinaires débiteurs	465	427
Créances rattachées		
Créances douteuses	678	689
Dépréciations	-376	-384
Total	20 236	18 800
dont créances éligibles à la Banque Centrale Européenne	1 706	1 521

Les créances douteuses comprennent 553 millions d'euros de créances douteuses compromises dépréciées à hauteur de 318 millions d'euros. Il n'existe pas de crédits restructurés à des conditions hors marchés parmi les encours sains.

Dépréciation des créances douteuses

	31.12.2017	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2018
Actif					
Dépréciations sur créances sur les établissements de crédit					
Dépréciations sur créances sur la clientèle	385	67	-75		377
Dépréciations sur opérations de crédit-bail et de location simple					
Dépréciations sur obligations et autres titres à revenu fixe	-1				-1
Total	384	67	-75		376

Le total des créances douteuses sur la clientèle est de 678 millions d'euros au lieu de 689 millions d'euros au 31 décembre 2018. Elles sont couvertes par des dépréciations d'actif à hauteur de 376 millions d'euros soit 55,5 % contre 55,6 % précédemment. Le taux de couverture des encours clientèle bruts par l'ensemble des dépréciations d'actif couvrant des risques de crédit s'établit à 1,8 % contre 2,0 % en 2017.

Note 4 - Titres de participation et autres titres détenus à long terme

	31.12.2017	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.2018
Autres titres détenus à long terme						
- cotés						
- non cotés	10	-1			2	12
Titres de participation						
- cotés						
- non cotés	10				0	10
Sous-total	20	-1			3	22
Ecart de conversion						
Titres prêtés						
Créances rattachées						
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.						
Montant brut	20					22
Dépréciations						
- titres cotés						
- titres non cotés	-0		0		-0	-0
Sous-total	-0		0		0	-0

Montant net	19					22
--------------------	-----------	--	--	--	--	-----------

Note 5 - Parts dans les entreprises liées

	31.12.2017	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.2018
Valeur brute	4				0	4
Ecart de conversion						
Titres prêtés						
Créances rattachées						
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.						
Dépréciations						
Montant net	4					4
Valeur brute comptable des titres dans les établissements de crédit						
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées cotées						
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées non cotées	4					4

Opérations avec les entreprises liées

	31.12.2018		31.12.2017	
	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
Actif				
Créances sur établissements de crédit	1 604		1 705	
Créances sur la clientèle				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	5 086		4 466	
Comptes créditeurs de la clientèle				
Dettes représentées par un titre	105	105	110	110
Hors-bilan				
Engagements donnés				
Etablissements de crédit (1)	72		119	
Clientèle	1 245		1 099	

Les opérations avec les entreprises pour lesquelles il existe un lien de participation ne sont pas significatives.

(1) : Les engagements donnés aux entreprises liées concernent notamment les garanties données aux banques du groupe sur leurs émissions de certificats de dépôts et de bons à moyen terme négociables.

Opérations avec les parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Note 6 - Immobilisations incorporelles

	31.12.2017	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.2018
Valeur brute					
. Fonds commerciaux					
. Frais d'établissement					
. Frais de recherche et de développement					
. Autres immobilisations incorporelles	14		-0	0	14
Montant brut	14		-0	0	14
Amortissements					
. Fonds commerciaux					
. Frais d'établissement					
. Frais de recherche et de développement					
. Autres immobilisations incorporelles	-1	0	0		-1
Montant des amortissements	-1	-0	0		-1
Montant net	13				13

Note 7 - Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	31.12.2017	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.2018
------------------------------------	-------------------	-----------------------------------	------------------------------	------------------------------	-------------------

Valeur brute					
. Terrains d'exploitation	10		-0	-0	10
. Terrains hors exploitation	0				0
. Constructions d'exploitation	350	13	-15		348
. Constructions hors exploitation	8			-0	8
. Autres immobilisations corporelles	43	22	-12	-1	52
Montant brut	411	35	-27	-1	418
Amortissements					
. Terrains d'exploitation					
. Terrains hors exploitation					
. Constructions d'exploitation	-200	-14	13	0	-200
. Constructions hors exploitation	-6	-0	0	0	-6
. Autres immobilisations corporelles	-30	-1	3	-0	-28
Montant des amortissements	-236	-15	16	-0	-234
Montant net	175				184

Note 8 - Autres actifs et passifs

	31.12.2018		31.12.2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options	0		0	
Comptes de règlement d'opérations sur titres				
Dettes représentatives des titres empruntés				
Impôts différés				
Débiteurs et créditeurs divers	250	27	357	34
Créances et dettes rattachées		0	0	0
Dépréciations				
Total	250	27	357	34

Note 9 - Comptes de régularisation

	31.12.2018		31.12.2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes d'encaissement	30		45	
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan		3		3
Autres comptes de régularisation	210	313	93	250
. dont produits à recevoir	30		31	
. dont charges à payer		67		69
Total	240	316	138	253

Note 10 - Dettes envers les établissements de crédit

	31.12.2018		31.12.2017	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	21		70	
Comptes à terme		5 097		4 468
Valeurs données en pension				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées		7		6
Total	21	5 104	70	4 474
Total des dettes envers les établissements de crédit		5 125		4 544

Note 11 - Comptes créditeurs de la clientèle

	31.12.2018		31.12.2017	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial	4 827	2 190	4 496	2 155
Dettes rattachées				
Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial	4 827	2 190	4 496	2 155
Autres dettes	8 350	1 757	7 561	2 055
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées		16		18
Total - Autres dettes	8 350	1 773	7 561	2 073
Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme		17 140		16 285

Note 12 - Dettes représentées par un titre

	31.12.2018	31.12.2017
Bons de caisse	1	3
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables	31	20
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	1	1
Total	33	24

Note 13 - Provisions

	31.12.2017	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2018
Provisions pour risques de contrepartie					
- sur engagements par signature	28	10	-9		29
- sur engagements de hors-bilan					
- sur risques pays					
- provisions générales pour risques de crédit	64	5			69
- autres provisions pour risques de contrepartie	3	0	-3	1	1
Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme					
Provisions sur filiales et participations					
Provisions hors risques de contrepartie					
- provisions pour charges de retraite	22		-1		21
- provisions pour épargne logement	11	1	-0		12
- autres provisions (1)	15	3	-6	-0	12
Total	143	19	-19	1	144

(1) Les provisions reprises pour cet exercice sont utilisées pour 0,114 millions d'euros.

Note 13a - Engagements de retraite et avantages similaires

	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	Clôture
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite					
Indemnités de fin de carrière (1)	11		-0		11
Compléments de retraite	4		-1		3
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	7				7
Total	22		-1		21

Hypothèses retenues	2018	2017
Taux d'actualisation (2)	1,5%	1,5%
Augmentation annuelle des salaires (3)	Minimum 1.2%	Minimum 0.7%

(1) La provision pour indemnités de fin de carrière est égale à la différence entre l'engagement et le montant assuré auprès des ACM, entreprise d'assurance de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

(2) Le taux d'actualisation retenu est le taux de rendement des obligations long terme émises par des entreprises de premier rang, estimé à partir de l'indice IBOXX.

(3) L'augmentation annuelle des salaires est l'estimation de l'inflation future cumulée à la hausse des salaires et est également fonction de l'âge du salarié.

Évolution de la provision relative aux indemnités de fin de carrière

Indemnités de fin de carrière	Ouverture	Effet de l'actualisation	Produits financiers	coût des services rendus	Autres (transferts, frais de gestion)	Variation écarts actuariels	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	Clôture
Engagements	28	0		1		0	-2		28
Contrat d'assurance	17		-0		-0	0	-1	2	17
Provision	11	0	0	1	0	0	-1	-2	11

Note 13b - Provisions pour risques sur engagements au titre de l'épargne-logement

Comptes et plans d'épargne logement	31.12.2018	31.12.2017
Encours des plans d'épargne logement	1 950	1 891
Encours de comptes d'épargne logement	120	117
Total des comptes et plans d'épargne logement	2 070	2 008

Prêts d'épargne-logement	31.12.2018	31.12.2017
Encours de prêts d'épargne-logement source de provisions pour risques inscrits à l'actif du bilan	5	7

Provisions d'épargne logement	Ouverture	Dotations nettes	Autres variations	Clôture
Sur comptes d'épargne-logement	1	0		1

Sur plans d'épargne-logement	10	1		11
Sur prêts d'épargne-logement	0	-0		0
Total	11	1		12

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle de personnes physiques. Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché.

Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en terme de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en terme de conditions réglementées de PEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Note 14 - Dettes subordonnées

	31.12.2017	Emissions	Remboursements	Autres variations	31.12.2018
Dettes subordonnées	67			12	79
Emprunts participatifs					
Dettes subordonnées à durée indéterminée	43			-17	26
Dettes rattachées	0			-0	0
Total	110			-5	105

Principales dettes subordonnées :

	Montant Emission	Montant fin d'exercice	Taux d'intérêts	Echéance
EMPRUNT PARTICIPATIF 1985	11 M€	11 M€	TAM et TMO	-
TITRES PARTICIPATIFS 1985 (CIN)	7 M€	7 M€	*	**
TSDI 1987	3 M€	3 M€	TME + 0,25	-
TSDI 1987 (CIN)	1 M€	1 M€	TME + 0,25	
TSIP (CIN)	2 M€	2 M€	PIC + 1,5 %	
TSR	38 M€	38 M€	EURIB3 +2,05%	
TSR	10 M€	10 M€	EURIB3+1,97%	
TSR	19 M€	19 M€	EURIB3+1,02%	
TSR	12 M€	12 M€	EURIB3+1,55%	
	103 M€	103 M€		

* Minimum 85% (TAM+TMO)/2 Maximum 130% (TAM+TMO)/2

** Non amortissable, mais remboursable au gré de l'emprunteur à compter du 28.05.1997 à 130% du nominal revalorisé de 1,5% par an pour les années ultérieures

Note 15 - Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves (*)	Ecart de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
Solde au 01.01.2017	230	94	233		2	0	111	670	34
Résultat de l'exercice							105	105	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			3			108	-111		
Distribution de dividendes						-108		-108	
Autres variations					-0			-0	
Solde au 31.12.2017	230	94	236		2	0	105	668	34
Solde au 01.01.2018	230	94	236		2	0	105	668	34
Résultat de l'exercice							113	113	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			4			101	-105	-0	
Distribution de dividendes						-101		-101	
Autres variations									
Solde au 31.12.2018	230	94	240		2	0	113	680	34

Le capital du CIC Nord-Ouest est constitué au 31 décembre 2018 de 28 750 000 actions d'une valeur nominale de 8 euros.

Le CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL - CIC détient 100 % du capital de CIC Nord-Ouest au 31 décembre 2018.

De ce fait, Le CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL - CIC reprend par intégration globale dans ses comptes consolidés les comptes de CIC Nord-Ouest.

(*) Le poste Réserves comprend au 31/12/2018 : 23 millions d'euros de réserve légale et 217 millions d'euros d'autres réserves.

Le résultat social de CIC Nord-Ouest s'élève à 112 990 915,37 €

Il sera proposé à l'Assemblée Générale d'affecter la somme de 113 219milliers d'euros provenant du résultat et du report à nouveau pour + 228milliers d'euros de la manière suivante:

109 538	Dividendes au titre de l'exercice 2018
3 400	Affectation à la réserve libre

281		Dotation au report à nouveau.
113 219		Total distribuable

Note 16 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
Actifs							
Créances sur les établissements de crédit *	1 713	2	5	890			2 610
Créances sur la clientèle **	1 830	1 848	7 233	9 055		24	19 990
Obligations et autres titres à revenu fixe ***							
Passifs							
Dettes envers les établissements de crédit	248	1 218	2 293	1 359		7	5 125
Comptes créditeurs de la clientèle	14 525	876	1 266	457		16	17 140
Dettes représentées par un titre							
- Bons de caisse							
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables		5	18	9		1	33
- Emprunts obligataires							
- Autres							

* à l'exception des créances douteuses et des dépréciations

** à l'exception des valeurs non imputées, des créances douteuses et des dépréciations

*** exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)

Note 17 - Contrevaleur en euros des actifs & passifs en devises

La contre valeur en euros des actifs et passifs libellés en devises est au 31 décembre 2018 de 114 millions d'euros et de 114 millions d'euros.

Note 18 - Engagements de garantie donnés

Dans le cadre des opérations de refinancement de Crédit Mutuel Alliance Fédérale (marché hypothécaire et titres sécurisés), certains crédits à la clientèle distribués par notre établissement constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement portées par des entités tierces du Groupe.

Au 31 décembre, leur montant s'élève à 4.642 millions d'euros.

Note 19 - Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31.12.2018			31.12.2017		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
Opérations fermes						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Accords de taux futurs						
Swaps de taux	4 219	1	4 220	3 419	1	3 420
Swaps financiers						
Autres opérations						
Swaps - autres						
Opérations conditionnelles						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Contrats de taux plafonds et planchers						
Achetées	35		35	44		44
Vendues						
Options de taux, change, actions et autres						
Achetées						
Vendues						
Total	4 254	1	4 255	3 463	1	3 464

Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
31.12.2018					
Opérations fermes					
Achats					
Ventes					
Contrats d'échange	1	1	4 218		4 220

Opérations conditionnelles					
Achats			35		35
Ventes					
31.12.2017					
Opérations fermes					
Achats					
Ventes					
Contrats d'échange	1	1	3 418		3 420
Opérations conditionnelles					
Achats			44		44
Ventes					

Note 20 - Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle

31.12.2018	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Instruments de taux				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats	9	27		36
Ventes				
Swaps de taux	435	3 400	384	4 219
Total	444	3 427	384	4 255

Note 21 - Instruments financiers à terme

Juste valeur des instruments financiers à terme	31.12.2018		31.12.2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des instruments financiers à terme	1	105	10	120

Note 22 - Produits et charges sur intérêts

	Exercice 2018		Exercice 2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	23	-23	21	-25
Clientèle	432	-163	443	-173
Crédit-bail et location simple				
Obligations et autres titres à revenu fixe				-1
Autres				
Total	455	-186	464	-199
dont charges sur dettes subordonnées		-2		-1

Note 23 - Revenus des titres à revenu variable

	Exercice 2018	Exercice 2017
Titres de placement		
Titres de l'activité de portefeuille		
Titres de participation et ATDLT	1	0
Parts dans les entreprises liées		
Revenus des parts de S.C.I.		
Total	1	0

Note 24 - Commissions

	Exercice 2018		Exercice 2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires				
Opérations avec la clientèle	123	-2	121	-2
Opérations sur titres				
Opérations de change	1		1	
Opérations de hors-bilan				
. Engagements sur titres				
. Engagements financiers à terme				
. Engagements de financement et de garantie				
Prestations de services financiers	98	-6	95	-5
Commissions sur moyens de paiement	105	-68	99	-63
Autres commissions (dont produits rétrocédés)	18	-7	19	-7
Total	345	-83	335	-77

Note 25 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	Exercice 2018	Exercice 2017
- Sur titres de transaction		
- Sur opérations de change	1	1
- Sur instruments financiers à terme		
* De taux d'intérêt		
* De cours de change		
* Sur autres instruments financiers y compris actions		
Sous-total	1	1
- Dotations pour dépréciation des instruments financiers		
- Reprises sur dépréciation des instruments financiers		
Total	1	1

Note 26 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	Exercice 2018	Exercice 2017
Opérations sur titres de placement		
- Plus-values de cession	0	
- Moins-values de cession		-0
- Dotations aux provisions pour dépréciation		
- Reprises de provisions pour dépréciation		0
Opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
- Plus-values de cession		
- Moins-values de cession		
- Dotations aux provisions pour dépréciation		
- Reprises de provisions pour dépréciation		
Total	0	0

Note 27 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	Exercice 2018		Exercice 2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires	1		1	
Transferts de charges				
Dotation nette aux provisions				
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	1	-5	1	-5
Total	3	-5	2	-5

Note 28 - Charges de personnel

	Exercice 2018	Exercice 2017
Salaires & traitements	-110	-105
Charges sociales	-51	-51
Charges de retraite	-0	1
Intéressement et participation des salariés	-16	-15
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	-17	-17
Dotation nette aux provisions pour retraite	1	-0
Autre dotation nette aux provisions	0	-0
Total	-193	-189

Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), comptabilisé au crédit des charges de personnel s'élève à 3,391 millions d'euros au titre de l'exercice 2018.

Le CICE a notamment permis de maintenir, voire d'accroître le financement de la formation des salariés à un niveau bien au-delà des allocations réglementaires et d'améliorer globalement la compétitivité du groupe, à travers des efforts notamment :

- en matière d'investissement dans de nouvelles technologies telles que les outils numériques (tablettes) et systèmes de visioconférences ;
- en développements informatiques d'un assistant virtuel, basé sur les technologies cognitives, conçu pour apporter encore davantage de qualité de service aux clients
- en développements de nouveaux moyens de paiement par téléphone et services annexes ;
- en recherches de nouveaux services à destination de la clientèle de commerçants ;
- dans le déploiement de la signature électronique des contrats à distance.

Note 29 - Coût du risque

	Exercice 2018	Exercice 2017
Dotations pour dépréciation des créances douteuses	-66	-71
Reprises sur dépréciation des créances douteuses	73	76
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-27	-22

Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-3	-3
Récupérations sur créances amorties	1	1
Solde des créances	-22	-19
Dotations aux provisions	-16	-19
Reprises de provisions	12	11
Solde des risques	-4	-8
Total	-26	-27

Note 30 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	Exercice 2018					Exercice 2017
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Total	Total
Sur immobilisations financières						
- Plus-values de cessions			0		0	
- Moins-values de cessions						-0
- Dotations pour dépréciation						-0
- Reprises sur dépréciation			0		0	0
Sous-total			0		0	0
Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
- Plus-values de cessions					2	0
- Moins-values de cessions					-2	-1
Sous-total					0	-1
Total					0	-1

Note 31 - Impôts sur les bénéfices

	Exercice 2018	Exercice 2017
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-62	-59
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs		0
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
Total	-62	-59
Sur activités courantes	-62	-59
Sur éléments exceptionnels		
Total	-62	-59

Intégration fiscale

La société a opté le 23 Décembre 1994 pour l'intégration fiscale au sein du groupe du CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL à compter du 1^{er} Janvier 1995.

Par convention, chaque filiale membre du groupe intégré constitué par le CIC verse à la société mère, au titre de sa participation au paiement de l'impôt sur les sociétés et des contributions sur l'IS, une somme égale à l'impôt théorique qui aurait grevé son résultat individuel et sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle avait été imposable distinctement en l'absence d'intégration fiscale sous réserve de la dérogation prévue par la convention.

Par dérogation, le cas échéant, l'impôt théorique est calculé sans appliquer les nouvelles règles de report des déficits. Les déficits sont imputés dans leur intégralité sur leurs exercices ultérieurs sans limitation de bénéfice fiscal. Parallèlement, les déficits reportables susceptibles d'être imputés sur les exercices suivants sont réduits du montant des déficits supplémentaires imputés.

Les crédits d'impôts imputés ou remboursés sont considérés comme utilisés par la filiale.

- · Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire : NEANT ;
- · Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale : NEANT ;
- · Déficits reportables : NEANT ;
- · Détail de la rubrique « Impôts sur les bénéfices » :

o Impôt sur le résultat courant :	61 747	milliers d'euros
o Impôt sur plus-values nettes à long terme à 15% :		milliers d'euros
o Impôt sur le résultat exceptionnel :	27	milliers d'euros
o Régularisation exercices précédents :	-29	milliers d'euros

Note 32 - Effectifs moyens

	Exercice 2018	Exercice 2017
Techniciens de la banque	1 410	1 470
Cadres	1 008	1 017
Total	2 418	2 487

Note 33 - Rémunérations versées aux membres du conseil d'administration (en milliers d'euros)

	31.12.2018	31.12.2017
Montant global des rémunérations versées		
Montant global des jetons de présence	37	41

Note 34 - Honoraires versés aux commissaires aux comptes

(en milliers d'euros)	PriceWaterhouseCoopers		Ernst et Young		KPMG	
	Audit		Audit		Audit	
	Montant		Montant		Montant	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Audit commissariat aux comptes, certification, examen des comptes	115	111		111	115	
Missions accessoires		6		6		

Note 35 - Rémunérations versées globalement aux principaux dirigeants

Les quatre dirigeants responsables de la détermination effective de l'orientation de l'activité de la banque dits les "principaux dirigeants" sont les quatre membres du comité exécutif.

	31.12.2018	31.12.2017
Montant global des rémunérations versées	836	818
Montant global des avances et crédits accordés	446	558

Note 36 - Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1^{er} janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier : 15 377 comptes pour 28 721 399,42 €.

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier: 495 comptes pour 1 043 118,87 € déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

Note 37 - Événements post-clôture

Il n'y a pas eu d'événement survenu entre le 31 décembre 2018 et la date de communication des comptes, qui affecterait significativement les états financiers.

Résultats financiers sur les 5 derniers exercices

Nature des indications	2014	2015	2016	2017	2018
1.Situation financière de l'exercice (en K€)					
Capital social	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000
Nombre total d'actions émises	28 750 000	28 750 000	28 750 000	28 750 000	28 750 000
Actions "A" ou actions ordinaires	28 750 000	28 750 000	28 750 000	28 750 000	28 750 000
Actions "D" ou actions privilégiées	-				
Certificats d'investissement privilégiés	-				
Certificats d'investissement ordinaires	-				
2.Résultat global des opérations effectives (en milliers d'euros)					
Produits bancaires	909 699	870 392	831 992	802 980	804 759
Bénéfice avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	221 886	165 358	195 918	191 881	205 721
Impôt sur les bénéfices	62 004	66 770	58 968	59 050	61 745
Participation des salariés due au titre de l'exercice	2 473	2 089	3 033	2 895	2 928
Bénéfice	116 342	94 491	111 058	105 257	112 991
Montants des bénéfices distribués	78 488	91 138	107 525	101 200	109 538
3.Résultats des opérations réduits à une action (en euros)					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	5,16	2,92	4,27	4,08	4,46
Bénéfice net	4,05	3,29	3,86	3,66	3,93
Dividende versé à chaque action "A"	2,73	3,17	3,74	3,52	3,81
Dividende versé à chaque action "D" et certificats d'investissement	-				
4.Personnel (Métropole)					
Nombre de salariés (effectif moyen ETP)	2 541	2 540	2 509	2 487	2 418
Montant de la masse salariale (en K€)	106 021	105 898	105 715	106 997	109 134
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres Sociales,...) (en K€)	51 810	52 528	50 611	50 776	51 954

IV. —Rapport général sur les comptes sociaux 2018

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société CIC Nord Ouest,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque CIC Nord Ouest - CIC Nord Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « (Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels) » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Évaluation des dépréciations pour risque de crédit avéré sur les encours de prêts à la clientèle

Risque identifié	Réponse d'audit
<p>La Banque CIC Nord Ouest constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir le risque de crédit avéré sur ses expositions à la clientèle.</p> <p>Des dépréciations de prêts et de créances sont constituées pour couvrir ce risque, sur une base individuelle. Des provisions sont constituées pour les engagements de financement et de garantie.</p> <p>Les dépréciations et les provisions sont constatées dès qu'il existe une indication objective de perte de valeur.</p> <p>Les dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés actualisés.</p> <p>Au 31 décembre 2018, les créances douteuses sur la clientèle s'élèvent à 678 ME. Les dépréciations et les provisions associées s'élèvent, respectivement, à 376 ME et 29 ME, tel que présenté dans les notes 3 et 13 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 1 « Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation » de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>L'évaluation des dépréciations et des provisions requiert l'exercice du jugement pour l'identification des expositions présentant un risque de non recouvrement, ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations et des provisions constitue un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'importance relative des encours de prêts dans le bilan; - la complexité de l'estimation des probabilités de défaut, des pertes en cas de défaut ou des flux futurs recouvrables. 	<p>Nous avons examiné les processus et les contrôles relatifs à l'attribution des notes internes' des prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures de quantification des dépréciations correspondantes.</p> <p>Nous avons examiné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en faisant appel à nos spécialistes en systèmes d'information, les dispositifs qui garantissent l'intégrité des données utilisées par les modèles de notation et de dépréciation ; - sur un échantillon de créances, le classement des encours entre encours sains et douteux. <p>S'agissant du risque de crédit sur les entreprises, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pris connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations ; - par sondages, examiné des dossiers de crédits dépréciés pour contrôler la documentation de la note de crédit et du niveau de dépréciation retenu ; - et, le cas échéant, apprécié le bien-fondé des ajustements apportés manuellement aux notes de crédit internes. <p>S'agissant du risque de crédit dans la banque de détail, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - calculé l'évolution dans le temps des indicateurs clefs suivants : rapport des encours douteux sur les encours totaux et taux de couverture des encours douteux par des dépréciations. Chaque fois qu'un indicateur s'est écarté de la moyenne nous avons analysé les écarts constatés ; - et, le cas échéant, par sondages, nous avons réalisé un examen critique des dossiers de crédits dépréciés pour contrôler la documentation de la note de crédit et du niveau de dépréciation retenu.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante: comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37 -3 et L. 225-37 -4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque CIC Nord Ouest CIC Nord Ouest par votre assemblée générale du 2 mai 2018 pour le cabinet KPMG SA et du 25 mai 1984 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG SA était dans la première année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la vingt-cinquième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 19 avril 2019

KPMG SA

Arnaud Bourdeille

Associé

Neuilly-sur-Seine, le 19 avril 2019

PricewaterhouseCoopers Audit

Jacques Lévi

Associé

Alexandre Decrand

Associé

V. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 33, avenue Le Corbusier, 59800 Lille.